

Interpellation en vue du conseil communal du 07/03/2022

Crise du logement : il manque 3 610 logements publics accessibles à Liège pour atteindre le seuil minimum légal

Les difficultés pour se loger à Liège sont de plus en plus fortes. Nombreux sont les témoignages sur les loyers qui augmentent et les difficultés à trouver un logement correct. 2 831 ménages sont déjà sur liste d'attente pour un logement publics. Dans le même temps, le nombre de personnes sans-abris dans les rues s'accroît de jour en jour. Une offre massive de logements publics accessibles, et loin des lois du profit, est une des solutions phares mise en place par d'autres villes européennes comme Vienne (60 % de logements publics) ou Paris (25 %), pour répondre à la crise du logement.

À Liège, nous en sommes encore loin. Il manque encore 3 610 logements publics pour atteindre le seuil minimum légal de 10% de logements publics imposé en 2013 par la région wallonne. La part de logements publics n'a presque pas augmenté depuis 2018 où on était à 6,3 %. Pire, sur ces 15 dernières années, nous avons perdu près de 500 logements publics – sans compter ceux détruits par les inondations.

Monsieur le bourgmestre, vous vous étiez pourtant engagé à réaliser cet objectif, dans le programme électoral du PS ainsi que dans la déclaration de politique communale de la majorité liégeoise de 2019. Vous annonciez la construction de 4000 logements publics pour atteindre le seuil de 10 %. Ce que vous avez répété en septembre dernier. Mais les actes manquent.

Des investissements ambitieux doivent être réalisés, et malheureusement le budget 2022 n'y répond pas. Les investissements dans le logement public sont pourtant rentables à long terme. Une étude de la VUB en 2014 révélait que 100 millions d'euros investis dans la construction de logement générerait à court terme 87,64 millions d'euros de valeur ajoutée, 1200 équivalents temps plein et 18,34 millions d'euros de rentrées publiques. Une analyse partagée par la Confédération wallonne de la construction. C'est une question de volonté politique.

- Qu'allez-vous mettre en place pour arriver à ce taux de 10% de logements publics dans notre ville d'ici 2024 ?

Sophie Lecron
Conseillère communale PTB